



Victor Maziarchuk
02.04.2014

Le budget d'Etat de l'Ukraine : les mécanismes de son équilibre Partie 2 : Réduire les dépenses dans le budget de l'Etat (le séquestre)

Le 27 septembre 2014 à la demande du gouvernement, la Verkhovna Rada d'Ukraine [le Conseil Suprême d'Ukraine – note du traducteur] a adopté des amendements au Budget de l'Etat de l'Ukraine pour 2014.¹ L'objectif principal de ces corrections budgétaires est d'assurer sa faisabilité (en alignant les indicateurs macroéconomiques avec la situation économique actuelle), la réduction des dépenses inefficaces et secondaires, ainsi que le contrôle des ressources alimentant le budget (en janvier et février, les retards de paiement des taxes et droits fiscaux payés au budget après l'augmentation s'élevèrent à 5 milliards d'UAH, soit 0.330 milliard d'euros).²

Lors de la rencontre avec les représentants du business européen, organisée par l'Association Européenne du Business le 3 mars 2014, le premier ministre ukrainien Yatsenyuk a déclaré **qu'une réduction du budget de 60 à 85 milliards d'UAH est attendue** (4 - 4.6 milliards d'euros).³

Sur la base des résultats des travaux du Gouvernement (le Ministère des Finances) concernant la révision des dépenses du budget de l'état pour 2014, les dépenses **ont été réduites** pour le fond général du budget de l'Etat de **30.5 milliards d'UAH** (2.0 milliards d'euros) et diminuées pour le fond spécial du budget de l'état de 4.2 milliards d'UAH (0.28 milliards d'euros).⁴

Ainsi, la réduction des dépenses budgétaire peut être divisée en plusieurs groupes principaux:

1. La réduction des dépenses destinées à l'appareil de l'Etat (le Président, le Gouvernement, les ministres et les départements gouvernementaux, l'administration régionale) ;
2. La réduction des dépenses majeures et le soutien au secteur économique privé ;
3. La réduction des dépenses sociales centralisées (l'annulation de l'augmentation du salaire minimal, la minimalisation du niveau de subsistance et autres) ;
4. L'optimisation des transferts intra-gouvernementaux et l'élimination partielle des subventions budgétaires de l'état.

¹ 228 députés ont voté au deuxième tour pour les changements à l'instauration du budget. Dans le détail, 82 des 88 membres de la fraction « Batkivshchina » [« La Patrie »] ont voté pour; 20 des 42 membres du parti « UDAR » [« Le Coup »] ont voté pour; 29 des 36 membres du groupe « Suverennaya Europeyskaya Ukraina » [« L'Ukraine Européenne Souveraine »] ont voté pour ; – 31 des 59 membres du groupe « Ekonomicheskoye razvitiye » [« Le développement économique »] ont voté pour; 34 des 35 membres de la fraction « Svoboda » [« Liberté »] ont voté pour; et parmi les membres non-associés – 32 des 59 députés ont voté pour. Le Parti des Régions (120) et le Parti Communiste de l'Ukraine (32 personnes) n'ont pas soutenu les modifications à l'instauration du budget.

² L'information est accessible dans la soumission à la Verkhovna Rada d'Ukraine de l'avant-projet de loi « Sur les corrections de la loi de l'Ukraine » concernant « l'instauration du budget de l'Ukraine pour 2014 ».

³ http://www.kmu.gov.ua/control/uk/publish/article?art_id=247070154&cat_id=244276429

⁴ Du fait de l'introduction d'un nouvel impôt sur l'achat de devises étrangères sur le marché interbancaire établi à 5%, la croissance des revenus au Fond de Retraite de 9.1 milliards d'UAH (0.606 milliard d'euros) est attendue.

La réduction des dépenses prévues pour l'appareil de l'état – 1.5 milliards d'UAH (0.1 milliard d'euros) :

1. La réduction des dépenses pour les **salaires** des employés de la Verkhovna Rada, de l'Administration du Président, de la Sécurité Nationale et du Conseil de la Défense, de l'Administration de l'Etat, du Bureau du Cabinet, des autorités exécutives centrales et d'autres organismes publiques par la diminution du nombre des employés de ces institutions et du niveau de leur primes - 0.48 milliard d'UAH (0.32 milliard d'euros);⁵
2. La réduction **des dépenses pour la maintenance des véhicules de service** à la disposition de la Verkhovna Rada, de l'Administration de l'Etat et du Bureau du Cabinet en rapport avec la diminution du nombre de ces véhicules de 50%⁶ - 19.5 d'UAH (1.3 milliards d'euros);
3. **D'autres dépenses** de l'appareil de l'état (y compris la réduction des dépenses pour les élections présidentielles) – 1.0 milliard d'UAH (0.07 milliard d'euros).

La réduction des dépenses majeures et le soutien aux branches économiques privées – 12.5 milliards d'UAH (0.833 milliards d'euros) :

Il convient de noter que le séquestre des dépenses du budget de l'état proposé par le Gouvernement d'Arseniy Yatsenyuk est systématique et assure la réduction de presque toutes les dépenses inefficaces et secondaires du budget de l'Etat. Les dépenses de 17 organismes exécutives centraux ont été diminuées. Il est important de distinguer les groupes de dépenses suivants :

1. La réduction **des dépenses majeures centralisées** du budget de l'état de 3.7 milliards d'UAH (0.25 milliard d'euros).

D'autres dépenses principales seront attribuées aux domaines suivants :

- les investissements majeurs centralisés – 3.7 milliards d'UAH (0.16 milliard d'euros) ;
- le Développement Régional du Fond – 1.0 milliard d'UAH (0.06 milliard d'euros) ;
- les subventions au profit du développement socio-économique du budget local – 0.5 milliard d'UAH (0.03 milliard d'euros).

La distribution des fonds mentionnés ci-dessus sera effectuée sur la base de concours transparents, pour les contrats qui se distinguent par leur attractivité, leurs effets économiques et l'impact social sur le développement d'un secteur industriel ou d'un territoire particulier.

2. La réduction **des dépenses pour le soutien des secteurs isolés**, des régions et des initiatives individuelles - 11.7 milliards d'UAH (0.2 milliard d'euros) :

- la réduction **du soutien de l'Etat aux entreprises de construction des mines de charbon et d'extraction de la tourbe** et à leur ré-équipement technique – 2.3 milliards d'UAH (0.157 milliard d'euros) ;

⁵ Le nombre des employés de l'administration publique (y compris les services de l'ordre) s'élève à 193 400 personnes (depuis 2001 ce nombre s'est accru de 54,700 personnes). En vue de réformer la structure des autorités publiques, la réduction des employés du gouvernement de 51,500 personnes est prévue. Par ailleurs, la réduction du nombre des employés n'affectera pas directement les employés du secteur public – les enseignants, médecins, agents culturels. En Ukraine sur 1000 personnes 6 sont salariés dans le secteur public : alors qu'aux Etats-Unis et au Kazakhstan – 5 personnes, en Azerbaïdjan – 3.

⁶ L'Ukraine dispose de la plus importante flotte de véhicules en Europe. En vue de réduire les coûts, par le Décret du 1^{er} mars 2014, n° 65 « Sur les économies des fonds publics et sur la prévention contre les pertes budgétaires », le gouvernement a interdit l'utilisation de plus d'une voiture de service. 1500 voitures utilisées par les autorités exécutives centrales et locales seront mises aux enchères (le parc de véhicules de service de l'Administration de l'Etat compte 202 voitures, du Bureau du Cabinet – 141 et du Parlement – 175).

-
- **l'annulation de l'augmentation du capital attribué** à l'entreprise d'Etat « Compagnie Nationale de Production d'Energie Nucléaire Energoatom » - 1.6 milliards d'UAH (0.107 milliard d'euros) la réduction **du soutien de l'Etat aux mines de charbon** destiné à couvrir partiellement les frais supportés pour la fabrication du charbon commercialisable – 1.1 milliards d'UAH (0.075 milliard d'euros) ;
 - l'application de mesures pour le développement socio-économique des régions gérées par le Développement Régional des Fonds – 0.9 milliards d'UAH (0.06 milliard d'euros) ;
 - **d'autres activités** liées au financement des projets et des programmes individuels – 5.8 milliards d'UAH (0.2 milliard d'euros).

La réduction des dépenses sociales – 7.72 milliards d'UAH (0.514 milliard d'euros) :

1. **Le niveau minimal de subsistance** – l'annulation de l'augmentation du salaire minimal pour les principaux groupes sociaux et démographiques, les économies dans les fonds destinés au paiement des prestations sociales – 0.42 milliard d'UAH (0.028 milliard d'euros) ;
2. **La prime à la naissance de l'enfant** - un seul niveau de prime est établi, indépendamment du rang de l'enfant concerné dans la famille – 41 280⁷ d'UAH ; et cette prime est consolidée avec l'allocation sociale pour élever son enfant jusqu'à l'âge de trois ans – ce qui apportera une économie de 3.8 milliards d'UAH (0.253 milliard d'euros) ;
3. **Le Fond de Retraite** – on attend que le budget du Fond de Retraite soit réduit de 3.5 milliards d'UAH (0.237 milliard d'euros).⁸ Le changement des indicateurs de croissance du Fond de Retraite est lié à l'annulation de l'augmentation des salaires, au niveau minimal de subsistance pour les non-employés et à la révision de l'indice de l'inflation.

L'optimisation des transferts intra-gouvernementaux et la suppression des subventions additionnelles du budget de l'Etat – 5.9 milliards d'UAH (0.395 milliard d'euros) :

Compte tenu du régime rigoureux des coupures budgétaires, la liste des transferts intra-gouvernementaux effectués au profit des budgets locaux a été optimisée et leur volume a été réduit à 124.3 milliards d'UAH (8.3 milliards d'euros). Par ailleurs, les subventions suivantes ont été diminuées:

1. La subvention pour **le remboursement du budget de l'Etat** au profit des budgets locaux dans le cas où leurs dépenses excèdent leurs revenus, à un montant de 0.291 milliard d'UAH (0.01 milliard d'euros). Le montant des subventions est calculé en accord avec la procédure définie par le Gouvernement selon une formule pré-établie;
2. **Les subventions additionnelles** – 0.47 milliard d'UAH (0.031 milliard d'euros). Presque toutes les subventions additionnelles qui étaient destinées au financement de projets individuels concernant l'infrastructure ont été supprimées (le Gouvernement de Nikolay Azarov a désigné comme bénéficiaires principaux les régions de Dnipropetrovsk, Donetsk et Lugansk);
3. **Les subventions provenant du fond principal** – de 2.7 milliards d'UAH (0.179 milliard d'euros). En premier lieu, les besoins sociaux qui étaient financés par l'Etat à travers les budgets locaux. La réduction des subventions résulte de la révision des standards sociaux basiques et de l'élimination de certains programmes qui devraient être financés par des fonds internes des ministères, des départements ou des autorités locales.

⁷ En mars 2014 la prestation à la naissance d'un premier enfant était établie à 30 fois le minimum de subsistance, à 60 fois ce montant dans le cas d'un deuxième enfant, à 120 fois ce montant pour un troisième enfant et les enfants suivants, sur la base du niveau minimal de subsistance pour les enfants jusqu'à six ans. A titre additionnel, l'allocation familiale sera garantie pour les soins des enfants jusqu'à l'âge de trois ans.

⁸ L'indexation des pensions de retraite est de 83.8 milliards d'UAH (5.6 milliards d'euros).

4. Les dépenses du Développement du Fond Régional de l'Etat de 2.5 milliards d'UAH (0.165 milliard d'euros).

Afin d'obtenir une information plus détaillée, veuillez contacter :
Viktor Maziarchuk - viktor.maziarchuk@odfoundation.eu
Fondation «Dialogue Ouvert»